

CONDITIONS GENERALES DE VENTE DE LA
Société Anonyme DELBRASSINE, Z.I. Avenue A. Ernst 9 – 4800 PETIT-RECHAIN
Dénommée ci-après : la SAD

Article 1 : Sauf stipulations expresses et contraires par nous, nos conditions générales de vente sont les seules d'application. Les offres et ordres remis verbalement ne sont valables que sous réserve de confirmation écrite.

Article 2 : Les descriptions et renseignements sur les catalogues, devis et tarifs sont donnés à titre indicatif. La SAD se réserve le droit d'apporter toutes modifications de forme, constitution ou conception qu'elle jugerait utiles. Les modifications pourraient être apportées à des commandes en cours de réalisation mais ne constituent aucune obligation pour la SAD d'apporter ces changements aux travaux initialement réalisés.

Article 3 : La SAD conserve à tout moment la faculté de ne pas donner suite à un marché et de rembourser simplement les acomptes reçus s'il s'avérait que les travaux demandés sont inadéquats à l'installation de l'acheteur.

Article 4 : Les taxes actuelles et taxes à venir frappant directement ou indirectement toutes ventes sont à charges de l'acheteur.

Article 5 : Les délais de réalisation sont donnés sans garantie de la part de la SAD, qui ne sera tenue d'exécuter la commande qu'après avoir reçu l'ordre écrit du client mentionnant le délai d'exécution accepté par les parties.

La SAD n'est pas responsable des retards résultant des difficultés imprévisibles, même si elles n'ont pas le caractère de force majeure. En particulier, le délai est automatiquement prolongé des journées chômées en raison des intempéries et des grèves ou autres cas de force majeure. Si un retard d'exécution est imputable au client ou à une autre entreprise et qu'il recule le début des travaux de plus de trois mois, la SAD sera en droit de résilier le contrat sans mise en demeure préalable.

Article 6 : Toute annulation d'ordre de la part de l'acheteur, sauf accord avec la SAD, entraîne une indemnité qui ne peut être inférieure à la valeur d'un tiers de la commande. Cette annulation ne pourra être acceptée si la commande consiste en pièces spéciales en cours de fabrication, ou si certaines marchandises ou pièces spéciales ont déjà été mises à disposition, stockées ou expédiées.

Article 7 : Dans le cas de fourniture, les marchandises voyagent toujours aux risques et périls de l'acheteur, même si par suite de convenances spéciales, elles sont expédiées franco ou transportées par nous.

Article 8 : Tout retour de marchandises doit être préalablement convenu par la SAD. Toutes les marchandises retournées pour quelque cause que ce soit, doivent porter une étiquette avec le nom et l'adresse de l'acheteur auquel elles ont été facturées par la SAD. En outre, elles doivent être expédiées en port payé. Aucun paiement ne peut être suspendu tant que le retour n'a pas été accepté par la SAD et justifié par une note de crédit appropriée.

Article 9 : Nos travaux sont garantis pour une durée d'un an. Cette garantie prend cours à date de réception provisoire, ou à défaut, un mois après la fin des travaux. Pour les matériaux fournis ou mis en œuvre, la garantie est limitée à la garantie donnée par les fabricants (généralement deux ans).

La SAD ne couvre d'aucune garantie les matériaux fournis par le client ou dont le fournisseur aurait été imposé par celui-ci. Aucune garantie n'est due par la SAD pour des dommages provoqués par le fait du client, de tierces personnes, notamment par maladresse, usage anormal ou manque de précautions.

Notre garantie se limite au remplacement, à la réparation sur place, ou en atelier de la (ou des) pièce(s) ou parties de travaux reconnues défectueuses par défaut de réalisation ou de matière par notre délégué dont la visite est à notre charge si un tel défaut est découvert, à l'exclusion des frais de démontage et de remontage, de transport du personnel et des pièces.

Tout travail de réparation, modification ou transformation effectué par un tiers à nos ouvrages et fournitures aura automatiquement pour effet de supprimer toute garantie de la part de la SAD.

Pour des travaux de réparation, d'entretien, de dépannage ou même de transformation, la SAD est juridiquement tenue d'une simple obligation de moyen à l'exclusion de toute obligation de résultat.

Article 10 : L'acheteur s'interdit, tant pour lui-même que pour les tiers auxquels il céderait l'ouvrage ou les fournitures, à quelque titre que ce soit, tout recours contre la SAD en paiement des dommages et intérêts ou remboursement pour quelque cause que ce soit, à la seule exception de la stricte exécution par la SAD des obligations dérivant de la garantie précitée par ailleurs. A défaut par l'acheteur d'avoir porté la présente clause restrictive de responsabilité à la connaissance de l'acquéreur à titre gratuit ou onéreux, celle-ci aura pour effet d'engager la responsabilité de cet acheteur à concurrence des conséquences de cette session.

Article 11 : Les factures sont établies à la date de la mise à disposition des ouvrages et des marchandises ou à la date d'expédition de celles-ci. Un retard dans l'expédition indépendamment de la volonté de la SAD ou un retard dans l'enlèvement des marchandises ne peuvent modifier les conditions de paiement. Nos factures sont payables au siège de l'Entreprise au comptant, net sans escompte à l'enlèvement ou à l'expédition des marchandises, sauf conventions spéciales acceptées par écrit. En ce qui concerne les travaux, sauf disposition contraire au contrat, le paiement des travaux s'effectuera comme suit :

- Pour les travaux inférieurs à 12.500 € :

- 30 % à la commande ;
- 30 % à l'approvisionnement du chantier ;
- 40 % à la réception de notre facture, travail achevé.

- Pour les travaux supérieurs à 12.500 € :

- un acompte de 30 % à la commande ;
- acomptes sur justification par situations mensuelles ;
- le solde à trente jours de mois de réception de notre facture finale, les travaux terminés.

Toutes nos factures sont payables à trente jours de date de rédaction, sauf nos factures de fournitures, d'entretien et de dépannage qui sont payables, net sans escompte, au grand comptant.

En ce qui concerne les Entreprises de travaux, le premier versement devra être joint à la commande. A défaut, celle-ci ne deviendra définitive que dès réception de cet acompte. Le mode de calcul des états d'avancement et du décompte final est basé sur le mesurage d'après le « Code de Mesurage des Bâtiments » par l'Union des Géomètres Experts de Bruxelles (édition 1960). Tout message contradictoire doit être effectué dans les huit jours ouvrables suivant la demande qui en sera faite par la SAD, faute de quoi celle-ci est autorisée à établir la facture et à réclamer le paiement sur base de ses mesurages.

Article 12 : Au cours d'un marché la SAD se réserve le droit de demander les garanties de paiement qu'elle jugerait nécessaire. L'inobservance des conditions de paiement de la SAD est suspensive quant au délai de livraison.

Tout compte dont le règlement dépassera l'échéance indiquée ci-dessus sera débité, sauf accord préalable avec la Société, des intérêts de retard de 12 % l'an. De plus, en cas de défaut de paiement à 1 échéance et en raison des préjudices résultant pour la SAD des frais administratifs et de la désorganisation de son planning financier, il sera dû de plein droit, sans mise en demeure, et par la simple échéance du terme, une majoration conventionnelle de 10 % avec minimum de 12,50 €, et ce, outre les intérêts de retard prévus ci-avant. Les intérêts de retard et la majoration conventionnelle dont question ci-dessus sont exigibles de part l'échéance de la facture ~~sans sommation ni mise en demeure~~. En cas de faillite, réorganisation judiciaire, concordat, cessation d'activités ou déconfiture de l'acheteur, les matériaux approvisionnés sur le chantier et non encore intégralement payés restent la propriété de la SAD. Dans ce cas d'inobservance des conditions ci-dessus ou de retour impayé d'une traite après acceptation de la facture, la SAD se réserve le droit d'exiger le paiement immédiat et intégral de ce qui est dû à terme et de résilier de plein droit les contrats éventuels pour les fournitures et travaux restant à effectuer.

Article 13 : Pour les Entreprises de travaux, l'acheteur devra mettre gratuitement à la disposition de la SAD un local accessible fermant à clef pour abriter les vêtements, outillage et effets du personnel. Il devra également être mis à la disposition de la SAD un emplacement suffisant pour le façonnage, le montage et le stockage des matériaux de la SAD. Le courant électrique et la force motrice nécessaires à l'éclairage des locaux et au fonctionnement de l'outillage sont à prévoir par l'acheteur ; ils seront mis gratuitement à la disposition de la SAD. Dans le cas de réalisation de travaux à des hauteurs supérieures à 3 mètres, l'état du sol et la disposition des machines ou du matériel entreposé devront permettre à la SAD le passage des échafaudages roulants. En cas de réception des travaux, la réception tant provisoire que définitive de ceux-ci aura lieu en une seule opération. Celle-ci aura lieu dans un délai de quinze jours maximum après la fin soit totale, soit d'une phase des travaux de l'ouvrage. La réception résulte, soit de la signature par le client d'un PV établi de commun accord avec la SAD, soit de la signature par le client d'un document présenté par la SAD et indiquant les travaux effectués par la prise de possession des locaux par l'acheteur, ~~soit encore par l'acceptation de la facture pour solde~~, soit enfin par l'utilisation des installations faisant l'objet du contrat.

Article 14 : Tous nos prix sont établis sur base des conditions économiques en vigueur au moment de la remise de l'offre. Ils sont soumis à révision en cas de variation des prix des matières premières, salaires ou charges et frais. Nos prix seront rectifiés au moment de la facturation en tenant compte des hausses officielles des matières et des salaires suivant la formule ci-après :

$$P = p(0,4) \frac{S}{s} + 0,4 \frac{i}{i} + 0,2$$

Dans cette formule :

P = montant révisé

p = montant des travaux

S = indice des salaires en vigueur au moment de la réalisation

s = indice des salaires en vigueur au moment de la remise d'offre

i = indice officiel des matières au moment de la réalisation

i = indice officiel des matières en vigueur au moment de la remise d'offre

Sauf convention contraire, nos devis et tarifs s'entendent nets de révision pendant un délai d'option de trois mois.

Les prix de notre tarif s'entendent uniquement pour fourniture et réalisation de matériel situé en Belgique. La fourniture ou la réalisation des travaux à l'étranger feront l'objet d'une remise de prix sur demande.

Article 15 : Pour toute contestation, les Tribunaux de Verviers sont seuls compétents et ce nonobstant toute clause contradictoire figurant éventuellement aux conditions générales d'achat de l'acheteur. Les traites de la Société ne sont pas une dérogation à cette clause attributive de juridiction.

Article 16 : En cas de litige du ressort de la Justice de Paix, seul le juge de paix de Herve sera compétent.

Article 17 : Sauf stipulations contraires en poste séparé faisant l'objet d'un décompte en quantités présumées, aucun travail de calorifugeage n'est prévu dans les devis à l'exception des jaquettes calorifuges qui font généralement partie intégrante des chaudières et appareils.